

LA DIPLOMATIE LOCALE EST PRÊTE POUR 2023

LA TASKFORCE MONDIALE SE MOBILISE POUR UNE ANNÉE CLÉ
DANS LE SYSTÈME MULTILATÉRAL



Le troisième jour du séminaire de CGLU s'est entièrement consacré à la Taskforce mondiale des gouvernements locaux et régionaux. Ses membres se sont réunis pour une réunion annuelle et ainsi faire le point sur les réalisations de l'année passée et déterminer la stratégie pour l'année à venir. La participation de la Taskforce aux principaux événements internationaux et les nombreuses opportunités de mettre les gouvernements locaux et régionaux à la table des décideurs sont au programme.

Les intervenants ont souligné l'importance de cette année car certains agendas mondiaux, notamment l'Agenda 2030 pour le développement durable et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015-2030, approchent de leur phase intermédiaire. Les évaluations de mi-parcours offrent une occasion privilégiée d'examiner le travail accompli et d'identifier les pistes d'amélioration nécessaires. Cette année sera aussi marquée par des événements clés, comme la 67e session de la Commission sur le statut des femmes (6-17 mars 2023), la Conférence des Nations Unies sur l'Eau (23-24 mars 2023), l'Assemblée d'ONU-Habitat (5-9 juin 2023), le Forum Politique de Haut Niveau 2023 (10-19 juin 2023), le Sommet sur les ODD 2023 (septembre 2023), la COP28 (30 novembre -12 décembre 2023), le Forum Mondial sur les réfugiés (13-15 décembre 2023).

Le *Municipal Times* est une publication de l'Urban Journalism Institute, une initiative d'OnCities2030. Pour plus d'informations sur le *Municipal Times*, contactez les équipes d'OnCities2030 à l'adresse municipaltimes@oncities.org

Le Forum Politique de Haut Niveau en juillet examinera les progrès de plusieurs ODD, dont l'ODD11. A l'occasion du Sommet sur les ODD en septembre, une édition spéciale du Rapport Annuel du Secrétaire Général sera publiée sur les progrès de la mise en œuvre des ODD et du Rapport Mondial sur le Développement Durable.

Les réunions du G7 et du G20 participeront également aux efforts de développement du multilatéralisme local par la voie des réunions Urban7 et Urban20, respectivement au Japon et en Inde.

La participation de la Taskforce à chacun de ces événements a été examinée à l'occasion du Séminaire avec la participation des institutions organisatrices qui soutiennent la participation active et significative des gouvernements locaux et régionaux.

En 2023, la Taskforce organisera l'Assemblée Mondiale des Gouvernements Locaux et Régionaux qui se tiendra dans le cadre de l'Assemblée d'ONU-Habitat en juin et du Sommet sur les ODD en septembre 2023. La sixième édition du Forum des Gouvernements Locaux et Régionaux se déroulera également sous les auspices du Forum Politique de Haut-Niveau en juillet 2023.

La période 2023-2026 est cruciale pour orienter les programmes mondiaux, en particulier "Notre Programme Commun" et le Sommet du Futur en 2024 grâce à des mécanismes comme le Groupe Consultatif du Secrétaire Général sur les Gouvernements Locaux et Régionaux.

Une cartographie des événements de 2023, mais aussi des idées, des messages et des priorités discutées par les participants de la Taskforce peut être consultée ici : <https://bit.ly/3ETf1OD>.

UNE VOIX COMMUNE POUR UNE MEILLEURE RECONNAISSANCE

Carolina Cosse, présidente de CGLU et maire de Montevideo, a souligné la nécessité de mener des actions collectives sans laisser personne de côté.

Maimunah Mohd Sharif, directrice exécutive d'ONU-Habitat, a déclaré que la pression exercée sur les villes est plus forte que jamais, du fait des crises qui conduisent les populations à chercher refuge dans les zones urbaines. Elle a ajouté que les défis sont bien identifiés, mais que la difficulté est de trouver des solutions applicables par tous. ONU-Habitat a mis à disposition une plateforme pour que les maires puissent s'exprimer, car les témoignages sont puissants et révèlent l'ampleur du travail sur le terrain.

Lucy Slack, Secrétaire Générale de CLGF, a souligné la nécessité pour les collectivités locales et régionales de rejoindre les cercles décisionnaires, car beaucoup ne sont pas conscients des efforts réalisés par les villes et les autorités régionales.

Gino Van Begin, Secrétaire général d'ICLEI, a déclaré que bien que de nombreux progrès ont été réalisés au cours des dix dernières années et que de nombreux programmes mondiaux ont été intégrés aux stratégies des gouvernements locaux, il reste encore du travail à accomplir pour prendre une part active dans la prise de décision. Il a également souligné que la force et la valeur de la Taskforce résident dans ses membres et leurs objectifs respectifs.

Natalia Uribe, secrétaire générale de Regions4, a rappelé la nécessité de profiter de l'élan permis par la conférence historique des Nations Unies sur la Biodiversité (COP15) à Montréal pour élever le sujet de la biodiversité au même rang que le changement climatique.

Carles Llorens Vila, Secrétaire Général de l'ORU Fogar, a souligné combien la voix des autorités locales est importante pour les programmes mondiaux. Il a également fait remarquer qu'au même moment, les récits hostiles aux programmes mondiaux ou aux ODD gagnent de l'espace dans les médias de masse. Cela nécessite plus de visibilité dans les médias. Les gouvernements locaux et régionaux doivent davantage se concentrer sur les moyens de communication.

Cazimir Legrand, Responsable de la Politique, de l'Intelligence et de la Diplomatie Climatiques au sein du C40, a partagé l'expérience des membres du collectif qui ont beaucoup progressé en matière de réduction des émissions, parfois même mieux qu'au niveau national. Cette année, l'organisation va promouvoir les énergies renouvelables, la lutte contre les injustices causées par le changement climatique, la finance climatique et la participation à l'Urban 20 (U20).



RENFORCER LE POUVOIR DU NOUS



Les deux premiers jours du Séminaire de CGLU ont été consacrés au “Pouvoir de Nous” et aux responsabilités liées au Pacte pour l’Avenir de l’Humanité. Quatre facteurs favorables à la mise en œuvre du Pacte ont été abordés : les biens communs, la finance, la confiance et la structure de la gouvernance.

Le concept de biens **communs** et la révolution du soin vont modifier la signification du vivre ensemble, qui va désormais orienter vers des questions comme : qui va fournir des services locaux ou qui sont les soignants ?

CGLU espère que ce type de tâches sera conservé aux mains du public et propose un transfert de pouvoir, où le public peut occuper une position plus centrale et où la diversité est valorisée. “Cependant, il y a aussi une certaine audace à reconnaître que nous ne savons pas toujours encore comment y parvenir pleinement”, a reconnu Emilia Saiz, Secrétaire Générale de CGLU. Il doit y avoir des priorités et des partenariats facilitant la mise en œuvre et convertissant le pouvoir du MOI en pouvoir du NOUS. Lorena Zarate, de la Plateforme Mondiale pour le Droit à la Ville, a rappelé que les biens communs sont au cœur de la vie. A cet égard, la durabilité, les droits de l’homme,

la démocratie, l’air, l’eau, la terre, les forêts, le logement, l’éducation, les espaces publics sûrs ou d’autres encore sont des indicateurs clés. Alors que de nombreuses villes ont déjà progressé dans la bonne direction en confiant la gestion des installations des biens communs au secteur public, CGLU peut encourager et mettre en marche une transformation plus vaste.

Souvent, le rétablissement de la confiance est étroitement lié au **financement** des gouvernements locaux. Plus de moyens signifie aussi des capacités élargies de la gouvernance locale, permettant aux agents municipaux de travailler sur des sujets tels que la résilience, les droits de l’homme ou la culture. Si les outils destinés à financer les biens communs existent, la mise en œuvre fait souvent défaut. Nous devons rassembler les expériences, créer des économies égalitaires entre les sexes et moderniser là où c’est nécessaire. Carlos Freitas, FMDV – co-directeur du Fonds Mondial pour le Développement des Villes, a insisté sur l’absence de lieux institutionnels permettant de discuter des finances et de l’économie locales.

Un autre défi auquel sont confrontés les gouvernements locaux est le déficit de **confiance**, souvent exacerbé par

“les puissances de l’ombre”. De la corruption jusqu’aux entreprises privées qui refusent de payer les impôts, la question est désormais de déterminer comment coopérer et comment aider les petites villes, et les communautés en particulier, à instaurer la confiance. Une première partie de ce travail a eu lieu au séminaire de CGLU, où les intervenants ont appelé à faire preuve d’audace. “Discuter des idées sur lesquelles nous ne sommes pas d’accord” était l’un des messages récurrents. “Vous ne pouvez pas réaliser le Pacte en vous contentant de parler à vos amis” fut un autre message clé. Kathy Rubin, qui travaille sur le phénomène des sans-abri dans le Grand Manchester, au Royaume-Uni, a recours à une méthode appelée “ le théâtre législatif ”, où les populations se réunissent autour d’un enjeu local et partagent leurs expériences. Cela se transforme en une pièce de théâtre montrée à un autre groupe cible, qui mène à des discussions et à la mise à l’épreuve des politiques sur scène. Une perception commune de l’expérience de la vie en ville accroît l’empathie, la compréhension et la confiance.



Permettre aux gouvernements locaux d’être écoutés, en particulier pendant une crise humanitaire, est un sujet qui a été largement discuté. Comment permettre aux collectivités locales et régionales de remplir leurs fonctions et assurer les services nécessaires, même dans des circonstances particulièrement difficiles ? Les participants ont reconnu que les actions locales et collectives, sur lesquelles CGLU concentre son réseau, sont essentielles. Le Pacte pour l’Avenir montre qu’il est possible d’inclure chacun et de tendre vers l’avenir que nous méritons. Bien que des modifications seront apportées au Pacte pendant le Séminaire, il reste le cadre fédérateur de référence de CGLU. Les acteurs des gouvernements locaux doivent également se consacrer à l’empathie et à l’inclusion afin de traduire les suggestions et les mots en actions. Maria Fernanda Espinosa, ancienne ministre de l’Équateur, a soulevé la nécessité de changer notre échelle de valeurs. Il s’agit notamment de combler le fossé entre les gouvernements et le cœur du pouvoir, de renforcer la confiance et de réglementer les biens communs. En évitant une administration en silos et en instaurant des Partenariats pour un Gouvernement Ouvert, il sera possible de mettre en œuvre le Pacte sur la base d’une compréhension commune du monde comme écosystème unique avec des pouvoirs partagés.

Les participants ont convenu que la portée du travail de CGLU va bien au-delà de l’organisation. Cela signifie que nous devons **rassembler et faire** office de catalyseurs, en amenant les autres parties prenantes à agir afin et concrétiser la vision offerte par le Pacte, comme l’a suggéré William (Billy) Cobbett, ancien directeur de Cities Alliance. Cela implique que CGLU doit très clairement formuler ce qu’elle incarne et exposer une image positive du Pacte pour l’Avenir. Cela contribuera à établir la confiance et à valoriser les trois piliers du Pacte : Personnes, Planète et Gouvernance.

LE QUIZ

Aromar Revi, directeur fondateur de l’Indian Institute for Human Settlements (IHHS) et Conseiller Ubuntu pour CGLU, a contribué au Séminaire de CGLU lors de la session de l’après-midi du mardi 21 février. Il a soumis trois propositions de transformation clés pour mener à bien la révolution du soin : la solidarité, la compassion et le partage, qui sont inscrites dans le Pacte pour l’Avenir de CGLU. La mobilisation des citoyens, la nature du pouvoir, des ressources et de l’argent ont inspiré ses réflexions sur la façon de renforcer le rôle et la pertinence des gouvernements locaux et régionaux au niveau mondial.

Monsieur Revi a invité le public à participer à un quiz pour démontrer combien il est complexe de transformer le modèle de financement et de gouvernance du 20ème siècle en un modèle du 21ème siècle. Les questions qu’il a posées sont présentées ci-dessous. Nous vous mettons au défi de répondre à ce quiz (les réponses seront données dans le numéro du Municipal Times de demain).

1. Quelle est la taille de l’économie mondiale (en USD) ?
2. Quelle est la valeur ajoutée annuelle de l’économie mondiale (en pourcentage) ?
3. Quelle part de cette valeur ajoutée annuelle est produite par les collectivités locales ?
4. Où va cette valeur ajoutée ?

“NOUS AIMERIONS VOIR RÉAGIR LES NATIONS UNIES ET LES ORGANISMES DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT POUR MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS DES MUNICIPALITÉS SINISTRÉES.”

CEMAL BAS EST ORIGINAIRE DE LA VILLE DE GIRESUN ET TRAVAILLE COMME ÉLUE LOCALE À ANKARA.

Comment vos municipalités ont-elles réagi au récent tremblement de terre ?

Comme vous le savez, le 6 février, la Turquie a connu un important tremblement de terre. Depuis cette date, il y a eu plus de 7 000 répliques sismiques. Nous avons perdu près de 40 000 concitoyens. Nous avons travaillé sur deux grandes axes, l'Union Turque des Municipalités, et les municipalités sur le terrain. Dès le premier jour, le gouvernement turc a établi un fonds pour les catastrophes. Nous avons essayé de mobiliser toutes les municipalités pour secourir les victimes. Nous avons appelé près de 1 300 maires de l'Union Turque des Municipalités, et ils étaient déjà en chemin pour rejoindre la zone du séisme, en embarquant des outils, des voitures et des camions. Malheureusement, nous avons rencontré un problème de coordination car nous ne savions pas qui allait où, et les besoins n'étaient pas clairement localisés.

L'Union des Municipalités Turques a donc regroupé des services. Par exemple, une ville de l'ouest de la Turquie était chargée de fournir des services municipaux dans la région sinistrée. Les municipalités locales ont fait de leur mieux, mais elles sont tout aussi victimes. Certains de leurs employés ont perdu des membres de leur famille ou n'ont eux-mêmes pas survécu à la catastrophe. Les municipalités locales ont donc manqué de marges de manœuvre pour à la fois aider les victimes et assurer leur fonctionnement.

La semaine dernière, je me suis rendu dans la zone sinistrée et j'ai constaté que les municipalités ont réagi très rapidement. On sent aujourd'hui que les maires de chaque région savent exactement ce dont ils ont la charge. Par exemple, en quelques minutes, les maires de district ont coordonné et distribué les tâches. Certains ont dit : “Je m'occuperai des ordures dans cette zone” et ont quitté la réunion, d'autres ont annoncé qu'ils s'occuperaient de la



nourriture, d'autres encore se sont occupés des toilettes, et chacun s'est concentré sur ce qu'il fait le mieux. Après dix minutes, la réunion était terminée et chacun a accompli sa tâche, en signalant ce dont il avait besoin.

J'ai vu un exemple à Kocaeli, une région limitrophe d'Istanbul, où les employés de la métropole ont formé des équipes pour aller participer aux efforts. Toutefois, personne ne voulait quitter la région impactée, et Kocaeli a donc créé par ses propres moyens un dispositif de soutien, en espérant pouvoir disposer d'une assistance pour aider les gens. Ce système était improvisé, mais rapide et réactif. Tout en assurant ses missions sur le terrain, l'Union Turque des Municipalités a tenté de maintenir la communication avec le gouvernement central.

Malheureusement, la crise n'a pas seulement touché cette région. Une municipalité épargnée par le tremblement de terre m'a appelé pour réclamer de la nourriture, de la viande et du pain. Je leur ai dit que je devais d'abord donner la priorité aux régions touchées, mais ils m'ont répondu que toutes les personnes de régions dévastées s'étaient déplacées vers leur ville, qui était alors en rupture de stock. C'est alors que j'ai réalisé que la crise s'étendait à d'autres villes, non seulement dans la région dévastée, mais aussi vers les endroits où les gens se sont déplacés. Nous constatons que de nombreuses municipalités frontalières de la Turquie ont envoyé des camions sanitaires, en guise de stratégie de diplomatie locale, c'est très prometteur.

Comment préserver la gouvernance locale pendant les crises humanitaires ? Que préconisez-vous ?

Ce que je dois dire en premier lieu, c'est qu'il faut élargir le champ de soutien aux maires. Dans le plan de résilience de mon maire, si une catastrophe se produit dans ma ville, les maires voisins viendront m'aider. Dans cette crise, tous les participants au plan d'aide ont été touchés par la crise. Il faut donc un plan plus large, pour les crises régionales aussi, nous avons besoin de plans plus conséquents et d'élargir les partenariats.

Nous devons également tenir compte de la psychologie des victimes. Par exemple, un maire m'a dit : "Écoutez, en cas de crise, notre plan prévoit que nous descendions avec le camion de la municipalité, nous nous rassemblons au même endroit, nous nous coordonnons et nous réagissons. Mais après le tremblement de terre, tous les gens de ma ville ont dû aller de la banlieue X à la banlieue Y pour se rendre auprès des membres de leur famille. À 5 heures du matin, il y avait tellement de circulation en ville que nos camions, nos bus ou nos ambulances ne pouvaient plus se déplacer. Nous n'avions pas envisagé cela. Il est donc essentiel de tenir compte de la psychologie des victimes, de la manière dont le public réagira en cas de crise, de la manière d'organiser les effets de panique.

Quelle est l'utilité du Pacte dans ce type de situation ? Quelles sont vos attentes ?

La raison pour laquelle nous sommes ici avec des membres de CGLU MEWA, parce que cela s'est également produit en Syrie, qui est aussi un membre de CGLU, c'est que nous avons réalisé l'importance de travailler avec des organisations internationales, expertes en projets et spécialistes des villes. Nous avons compris qu'il y aura toujours des besoins, un ou deux ans après, et que ces besoins évolueront. Il nous faudra relancer les économies locales, mieux adapter les villes aux catastrophes. Cela nécessite des financements, de développer des fonds, des



crédits, etc. L'objectif principal du séminaire de CGLU est donc de combler nos besoins à court, moyen et long terme, en anticipant sur les cinq prochaines années. Nous essayons également de coordonner les approvisionnements aux municipalités de la région. Le séminaire est, à cet égard, une excellente opportunité car il permet de réunir toutes les parties. Nous avons eu de nombreuses réunions rapides et fructueuses avec les organismes des Nations unies, les organisations et de nombreux autres interlocuteurs.

Quelles sont vos attentes vis-à-vis de ce Séminaire ?

Je veux formuler des propositions fortes, en concertation avec nos partenaires. CGLU a toujours été une plateforme solide pour l'Union Turque des Municipalités et plus généralement pour les municipalités turques souhaitant dialoguer avec les parties prenantes. Nous attendons du Séminaire qu'il fasse des propositions et développe des documents conceptuels pour la région, qu'il aide les municipalités et qu'il expose au monde les récents événements. Nous aimerions voir réagir les Nations Unies et les organismes de financement du développement pour mieux répondre aux besoins des municipalités sinistrées. Nous aimerions rapporter ces compétences internationales sur le terrain. Nous enchaînons les réunions et nous allons essayer de revenir dans la région avec des propositions solides.



UNE NOUVELLE PLATEFORME PRÉSENTANT L'IMPACT DE LA LOCALISATION AU SOMMET SUR LES ODD

CGLU a lancé la Plateforme des Politiques de Localisation à Fort Impact. Il s'agit d'un outil permettant de recueillir les initiatives et les projets de localisation pouvant être présentés lors du Sommet des Nations Unies sur les ODD en septembre 2023.

La plateforme sera un répertoire des politiques à fort impact qui soutiennent la localisation de l'Agenda 2030 et elle servira de plan guide pour atteindre les ODD. La plateforme permet ainsi aux utilisateurs de déterminer à quel ODD leur contribution de destine, et elle fait également le lien avec le Pacte pour l'Avenir de CGLU. Les utilisateurs peuvent ainsi choisir s'ils s'engagent dans le pilier "Personnes, Planète ou

Gouvernement". Les accélérateurs du Pacte pour l'Avenir sont également intégrés ; les utilisateurs peuvent choisir l'un de ces accélérateurs - confiance, biens communs, finances locales ou structure de la gouvernance. CGLU appelle tous les partenaires à soutenir le projet et à enregistrer leurs initiatives afin de parvenir au Sommet sur les ODD avec des récits forts et des exemples de réussite qui illustrent la position du groupe d'intérêt.



LE TOUR DE L'ACCESSIBILITÉ AU MONASTÈRE DE PEDRALBES

Rampes d'accès, modélisations tactiles en 3D, ascenseurs pour une accessibilité confortable et rapide ou visites guidées adaptées sont quelques-uns des services proposés par le monastère de Pedralbes à Barcelone, en collaboration avec l'Institut municipal des personnes handicapées (IMPD) et l'Institut de la culture de Barcelone (ICUB).

Cet espace historique de plus de 700 ans rend la culture accessible à tous, et s'adaptent à nos besoins grâce à



des cartes d'orientation en relief et à des brochures et des modèles en braille. C'est une véritable référence en matière de communication et d'accessibilité physique, notamment grâce à la suppression des obstacles architecturaux et à la configuration de ses cheminements, adaptés à la mobilité des personnes en fauteuil roulant. Le site comprend également un verger datant du Moyen-Âge et accueillant des irrigations anciennes et des espèces endémiques n'étant plus cultivées à l'heure actuelle. Le verger a été aménagé pour les personnes handicapées, et est devenu un espace naturel, inclusif et accessible. Il a été restauré à partir d'études archéologiques et ses récoltes biologiques sont destinées à une cantine populaire.

La visite figurait au programme du Séminaire du mercredi 22 février 2022, et fut organisée par CGLU et l'Institut municipal des personnes handicapées de Barcelone pour célébrer et promouvoir les piliers du Pacte pour l'Avenir, en particulier la reconnaissance du droit universel à l'accessibilité. Le Monastère, à travers ses initiatives, est un excellent exemple de promotion conjointe des objectifs 11.2 et 11.3 de l'Agenda 2030, et de ce que la municipalité de Barcelone fait à l'échelle de la ville.

L'Institut municipal pour les personnes handicapées (IMPD) travaille en collaboration avec le conseil municipal de Barcelone et d'autres organismes pour étendre les concepts d'accessibilité et d'inclusion. Il existe déjà 64 itinéraires adaptés aux personnes handicapées, qui permettent de parcourir les parcs emblématiques de la ville de Barcelone, les musées, les plages et les aires de jeux pour enfants, afin de rendre le droit à la ville accessible à tous.

22@ : LE QUARTIER DE L'INNOVATION DE BARCELONE

La plupart des participants du séminaire de CGLU 2023 résident cette semaine dans le quartier de Poblenou. Comme au Palo Alto, de multiples lieux du quartier rappellent le passé industriel de la ville.

En l'an 2000, le conseil municipal de Barcelone a décidé de procéder à une intervention complète sur les presque 200 hectares de terrains industriels de Poblenou afin de préserver l'identité productive de la zone pour la transformer en un quartier innovant. L'objectif consistait à favoriser les métiers de la connaissance, à promouvoir l'installation de pôles de connaissances comme des universités et des centres de recherche, à suivre un modèle de ville compacte et polyvalente, avec une mixité d'usages comprenant des logements, des services pour les citoyens et les entreprises, des espaces verts et des équipements, à mettre en œuvre un plan d'infrastructure avec des réseaux de services, le chauffage urbain, la collecte pneumatique des déchets et des solutions de mobilité avancées, à préserver le patrimoine architectural du passé industriel et à créer les conditions propices à la formation d'un écosystème d'innovation libre.

Le projet de régénération urbaine a été nommé quartier 22@, en hommage à l'identification des lots à usage industriel, 22a, et en y intégrant la dimension technologique du site avec le @.

Aujourd'hui, le quartier accueille plus de 1 500 entreprises des secteurs des médias, de l'informatique, de l'énergie, du design et de la recherche scientifique. Il partage son territoire avec un nombre important d'habitants qui occupaient déjà le quartier ou qui se sont nouvellement installés.



TWITTER EN PARLE !

#Accessibility, #Listen2Cities, #climatechange, #SDGSummit ou #MunicipalTimes. Sur Twitter, la troisième journée du Séminaire de CGLU fait la part belle aux villes et à leur leaders.

Les villes sont exposées à de nombreux défis, et la seule façon de les surmonter est de renforcer le multilatéralisme. Voici comment l'exprime @MaimunahShariff : "Seule une gouvernance coopérative, régionale et locale forte nous permettra d'être plus durables".

Hier, il a été question de diplomatie des villes, de migration, de coopération décentralisée, de démocratie, de changement climatique, de participation citoyenne et de mise en œuvre des programmes mondiaux. Les villes sont les lieux où se mènent ces actions. Les démarches centrées sur l'individu y sont déjà mises en pratique, et ce sont elles qui valorisent l'Agenda2030 et les #SDGs.

Pour reprendre les mots de @berryonline, maire de Kitchener : "c'est un moment unique, et nous devons travailler aussi dur et collaborativement que possible pour accomplir le programme des ODD."

Beaucoup de choses ont été dites sur Twitter, mais sous le hashtag #UCLGmeets, se distinguent les mots de @PefiKingi, qui, de façon poétique et non moins puissante, expose la philosophie avec laquelle nous affrontons ces défis :

"ne pensez pas à la petitesse de nos îles
mais à la grandeur de
nos océans".